

L'EMANCIPATION DES TRAVAILLEURS SERA L'ŒUVRE DES TRAVAILLEURS EUX-MEMES



# L'ETINCELLE

# الشرارة

BULLETIN DU COMITE DE LIAISON DES  
TROTSKYSTES ALGERIENS

Pour la Reconstruction de la

IV<sup>e</sup> Internationale

**-SOMMAIRE-**

NUMERO SPECIAL  
CONFERENCE  
CLTA

**5F**

N°6

AVRIL 79

## I. - LES TROTSKYSTES ALGÉRIENS ET LA IV<sup>o</sup> INTERNATIONALE

Dans "L'ETINCELLE" n° 4 d'août 1978, les Trotskyistes algériens ont expliqué sur quelles orientations et quels principes, avait été fondé le C.L.T.A. Précisons maintenant les moments de la construction du C.L.T.A.

C'est en avril 1966 qu'une étape a été franchie avec la participation du responsable de la Commission Algérienne de l'O.C.I. à la Conférence de Londres du Comité International. La Commission, qui regroupait les Trotskyistes algériens dans l'émigration, devenait un cadre où s'élaborait la réflexion et se décidait l'intervention, en particulier dans l'U.N.E.A.

S'investissant pleinement dans la bataille pour la reconstruction de la IV<sup>o</sup> Internationale, les Trotskyistes algériens allaient combattre pour la mise en place d'un cadre politique large, le Groupe Marxiste Africain (G.M.A.) permettant de regrouper les Trotskyistes du Maghreb et d'Afrique, membres de l'O.C.I.

C'est parce qu'un tel cadre avait été créé que les Trotskyistes algériens ont pu aller plus loin dans l'élaboration politique, qu'ils ont pu recruter, s'implanter en Algérie et constituer un premier noyau inscrit dans la lutte des classes, combattant plus particulièrement dans le syndicat.

Dans l'émigration, l'activité était centrée autour de deux axes : la bataille pour faire de l'U.N.E.A. un véritable syndicat étudiant et le travail de formation de cadres qui ont rejoint ensuite l'Algérie.

Cette activité allait amener les Trotskyistes algériens à devenir la véritable direction du G.M.A., celle qui rédigeait les documents politiques, prenait en charge les tâches et participait le plus activement à la bataille pour la reconstruction de la IV<sup>o</sup> Internationale.

Mais, de ce fait, ce cadre devenait un frein à l'activité et au développement propre des Trotskyistes algériens. Décision fut prise en 1972, d'organiser le noyau algérien hors du G.M.A., dans une structure autonome avec sa propre revue théorique : "L'ETINCELLE".

La participation des Trotskyistes algériens à la discussion qui se menait au sein du Comité International sur la méthode de la construction d'une organisation révolutionnaire dans les pays économiquement arriérés, leur a permis d'avancer dans la discussion sur la bourgeoisie nationale, la question syndicale, la place des mots d'ordre démocratiques, et en particulier de la Constituante dans le processus de la révolution prolétarienne, le bonapartisme, le F.U.A., l'Assemblée Populaire, le gouvernement ouvrier et paysan ...

La discussion se menait alors surtout autour des textes présentés par le P.O.R. de Bolivie, sur le bilan de la révolution bolivienne, dans le cadre de la préparation de la IV<sup>o</sup> Conférence Internationale.

L'Etat bourgeois s'est constitué contre les masses en les privant des libertés démocratiques fondamentales. Le coup d'Etat de Boumediène - juin 1965 (qui s'inscrit dans un contexte d'offensive de l'impérialisme (Vietnam, Indonésie, Amérique Latine, etc.) avait pour objectif de stabiliser et de renforcer la domination de classe de la bourgeoisie nationale, ce que n'avait pas accompli le gouvernement Ben Bella, bien que ce dernier l'ait préparé.

Dans le cadre de la crise politique internationale de domination de classe de chaque bourgeoisie, face à la résistance accrue des masses, l'Etat "algérien" ne peut plus assurer sa domination comme auparavant.

Le gouvernement manifeste ouvertement sa décomposition : rivalités de cliques, déchirements entre les couches reflétant les intérêts des différentes couches de la bourgeoisie. Le développement de la lutte de classes ne peut qu'accentuer cette crise. Indépendamment de la forme que celle-ci prendra ("coup d'Etat", etc.) la perspective la plus probable est qu'à court terme, la lutte de classes aboutisse à la dislocation de cet appareil d'Etat, ouvrant ainsi la crise révolutionnaire en Algérie.

Tous les problèmes de la société en Algérie ne peuvent être réglés que par la Révolution prolétarienne. Mais aujourd'hui la mobilisation des masses se concentre dans la lutte pour les tâches démocratiques que dans la période de décadence impérialiste, la bourgeoisie ne peut réaliser et dont l'Assemblée Constituante représente l'expression vivante.

L'Assemblée Constituante est un mot d'ordre démocratique. Mais la mobilisation des masses pour l'Assemblée Constituante ouvre la voie à la crise révolutionnaire.

Pour les Trotskyistes les tâches pour la réalisation des objectifs de l'Assemblée Constituante s'inscrivent dans la stratégie dont les autres composantes sont la Réforme Agraire et le pouvoir des Conseils élus des masses.

Aujourd'hui, la construction du Parti Ouvrier Révolutionnaire en Algérie passe par le combat pour la réalisation de cet objectif. La lutte pour l'Assemblée Constituante algérienne exige en Algérie aujourd'hui, du fait de l'inexistence de tout parti ouvrier et démocratique, la mobilisation de toutes les forces -y compris de la petite bourgeoisie libérale et démocratique.

Les militants Trotskyistes algériens, réunis en pré-conférence affirment que le combat sur cette orientation politique -expression des besoins des masses- est le moyen pour eux d'avancer dans la voie de la construction du POR en Algérie. Le combat pour la construction du POR en Algérie, passe par l'existence d'un groupe trotskyste algérien, pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, par la médiation du Comité des Révolutionnaires Algériens pour la Reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale à proclamer.

Aujourd'hui, le groupe trotskyste algérien n'existe pas. Car ce qui définit un groupe, c'est :

- a - l'homogénéité politique de ses militants sur une orientation politique et une stratégie de construction du POR (plate-forme).
- b - son affiliation comme membre de l'Internationale en reconstruction, c'est à dire aujourd'hui au Comité d'Organisation.

Ces deux éléments ne sont pas réunis aujourd'hui pour la proclamation du groupe trotskyste algérien, mais l'orientation politique ci-dessus définie et le combat sur cette orientation sont la méthode qui permet d'avancer vers la proclamation du groupe trotskyste algérien.

C'est pour cela que le noyau des militants trotskystes algériens pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale réunis en pré-Conférence demande au Bureau International, que participent à ses travaux, comme observateurs, deux de ses représentants (un de l'intérieur, un de l'émigration)

Pour préparer la Conférence de proclamation du Comité des Révolutionnaires Algériens pour la Reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, la pré-Conférence

décide de se donner les moyens politiques suivants :

1. - publication, en français, de deux organes, "L'ETINCELLE" et "TRIBUNE ALGERIENNE" :

- a - "L'ETINCELLE" est la revue théorique des trotskystes algériens. Elle paraît deux fois par an.
- b - " TRIBUNE ALGERIENNE" paraîtra quatre fois par an. Ce journal aura un caractère propagandiste et d'agitation. Il est dirigé par les trotskystes, qui ouvre largement le débat avec l'ensemble des militants et courants affirmant combattre pour la Constituante Algérienne. Le journal sera adapté aux problèmes politiques posés à la classe ouvrière en Algérie et dans l'émigration. Il sera édité à l'extérieur et nourri par une correspondance régulière (tous les 15 jours) de l'intérieur.

## II. - LA PRÉ-CONFÉRENCE DES TROTSKYSTES ALGÉRIENS

Un tournant a été pris au cours de l'été 1974 avec la tenue de la pré-Conférence des Trotskystes algériens. Pendant trois jours, les militants de l'intérieur et de l'émigration se sont réunis pour clarifier les orientations et fixer les tâches.

L'analyse de la situation internationale et de son expression en Algérie a permis de préciser le caractère des nationalisations, de la planification, de l'industrialisation et de la Révolution Agraire, de tirer le bilan du régime bourgeois.

L'analyse de la crise du régime et du développement de la lutte des classes depuis 1972 a permis de caractériser la situation politique comme étant celle de la crise profonde du régime menant "à la dislocation de cet appareil d'Etat, ouvrant ainsi la crise révolutionnaire".

De là l'importance des mots d'ordre démocratiques et de la Constituante Souveraine, qui furent au centre de la pré-Conférence.

### EXTRAITS DE LA RESOLUTION GENERALE

" I. - Les trotskystes algériens réunis en pré-Conférence du 26 au 30 août 1974, estiment que la nouvelle situation internationale et son expression en Algérie, mettent à l'ordre du jour comme problème central de leur activité, la nécessité de s'orienter vers la proclamation du Groupe Trotskyste Algérien, luttant pour la construction du POR, section algérienne de la IV<sup>e</sup> Internationale.

" (...)

" La période de l'imminence de la Révolution se concrétise aujourd'hui dans tous les pays par la crise de la domination politique de la bourgeoisie et par l'initiative qui appartient à la classe ouvrière.

" (...)

" II. - Parce que composante du marché mondial, l'Algérie connaît déjà l'expression de cette nouvelle situation internationale. Cette crise n'ira qu'en s'accroissant.

" L'indépendance politique a été arrachée par les masses après sept années de guerre contre l'impérialisme français au prix d'un millier de morts.

" La débile bourgeoisie nationale, par l'intermédiaire de la direction

" petite-bourgeoise du FLN l'a confisquée à son profit. Celle-ci est  
" restée entièrement dépendante de l'impérialisme sur le terrain éco-  
" nomique. L'indépendance a abouti à la constitution d'un Etat bour-  
" geois compradore algérien ... dont l'armature est l'ANP. L'Etat  
" bourgeois algérien n'est pas un Etat national. Les tâches nationales  
" n'ont pas été réalisées. L'indépendance politique est une indépen-  
" dance formelle.

" L'accélération de la décomposition du marché mondial a pour expres-  
" sion -et cela à des rythmes accélérés- la dislocation du fragile  
" équilibre économique et politique qui a permis à la bourgeoisie de se  
" maintenir au pouvoir depuis l'indépendance, ouvrant ainsi une crise  
" révolutionnaire.

" La politique économique du gouvernement Ben Bella-Boumédiène a déjà  
" abouti à une impasse : aucune des aspirations fondamentales pour  
" lesquelles les masses ont combattu pendant 7 ans (réforme agraire,  
" indépendance nationale, libertés politiques, droit au travail, etc.)  
" n'ont été satisfaites.

" La bourgeoisie au pouvoir a démontré, une fois de plus, son incapacité  
" au stade de l'impérialisme, à réaliser les tâches démocratiques. "

La pré-Conférence établissait dans ses tâches, en dehors de la sortie  
des publications, un plan de discussion interne dans les cellules, la  
préparation d'une réunion nationale OCI - CLTA, la préparation du Bureau  
International de décembre 1974, un plan de recrutement et une campagne  
financière.

### III. - LA DEMANDE D'AFFILIATION AU BUREAU INTERNATIONAL

Observateurs au Bureau International de décembre 1974, les Trotskyistes  
algériens firent une intervention et soumièrent un texte en 5 points : la  
situation internationale, l'Algérie, partie composante du marché mondial,  
la nature de classe de l'Etat Algérien, le mouvement des masses et révolu-  
tion prolétarienne et Assemblée Constituante, point que nous publions ici :

" C'est le prolétariat dirigeant les masses exploitées des villes  
" et des campagnes qui résoudra les problèmes essentiels de la so-  
" ciété en Algérie.

" A l'époque de l'impérialisme -et l'expérience algérienne le  
" confirme rigoureusement- c'est la révolution prolétarienne  
" qui permettra l'accomplissement des tâches de la révolution  
" démocratique bourgeoise, que la bourgeoisie algérienne a été  
" incapable de réaliser, la réforme agraire, l'industrialisation  
" du pays, la fin du chômage, l'émigration.

" Pour cela, le prolétariat doit organiser son parti, le parti  
" ouvrier révolutionnaire, section algérienne de la IV<sup>e</sup> Interna-  
" tionale en reconstruction.

" Dans cette voie, vers la dictature du prolétariat, le mot d'or-  
" dre transitoire est celui de gouvernement ouvrier et paysan dont  
" la tâche est de commencer le démantèlement de l'appareil d'Etat  
" bourgeois et les premières mesures qui renforceront l'unité du  
" prolétariat industriel et rural, par la satisfaction des reven-  
" dications essentielles.

" Mais parce que l'Algérie a été complètement subordonnée à l'impé-  
" rialisme et que le pouvoir s'est de plus en plus concentré entre

" les mains d'un appareil militaro-policier, la lutte pour les  
" revendications immédiates des masses ouvrières et paysannes, de  
" la jeunesse, des femmes, c'est à dire la lutte pour la Constitu-  
" ante, devient un mot d'ordre central. Il constitue la médiation  
" nécessaire entre la révolution prolétarienne et le niveau où se  
" trouvent les masses luttant dans des conditions insupportables  
" pour assurer sa survie.

" Le mot d'ordre d'Assemblée Constituante est le levier qui permet  
" la réalisation de l'unification des luttes du prolétariat et de  
" la paysannerie pauvre.

" Levier puissant de mobilisation des masses, l'Assemblée Consti-  
" tuante ouvrira la voie à la crise révolutionnaire.

" Les Trotskyistes Algériens luttent pour :

" - la liberté de presse, d'opinion et d'expression sous toutes ses  
" formes,

" - l'égalité juridique de tous les individus

" - la liberté de réunion et d'organisation

" - le contrôle par tous les citoyens de tous les rouages de l'Etat  
" (police, administration, justice...),

" - la séparation des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire,

" - la laïcité à l'école et la séparation de l'Eglise Islamique de  
" l'Etat,

" - le droit au travail pour tous, hommes, femmes et jeunes, tra-  
" vailleurs des villes et des campagnes,

" - le droit à la Santé avec une Sécurité Sociale autonome de l'Etat  
" et gérée par les travailleurs,

" - contre le régime de l'arbitraire actuel, et pour une Assemblée  
" Constituante élue démocratiquement au cours d'élections où tous  
" les partis pourront réellement présenter leurs candidats.

" Cette bataille pour dresser les plus larges masses contre la politique  
" de la bourgeoisie et de son Etat, permet d'unifier les luttes des pay-  
" sans et des ouvriers, permet le rassemblement et l'organisation du  
" prolétariat en tant que classe, et crée les conditions politiques favo-  
" rables pour la construction du POR, condition indispensable pour la  
" victoire de la Révolution prolétarienne en Algérie.

" Cette bataille est indissociable du combat pour la clarification poli-  
" tique chez les militants d'avant-garde. Contre la politique de la  
" "nation arabe" du Comité des Travailleurs Algériens (C.T.A.) et du  
" Mouvement des Travailleurs Arabes (M.T.A.), manipulés par les gauchis-  
" tes et les maoïstes.

" Contre la politique de soutien au régime militaro-policier prônée par  
" les staliniens du P.A.G.S.

" Contre l'organisation petite-bourgeoise du Parti Révolutionnaire Socia-  
" liste (P.R.S.), né de la crise du FLN en 1962 qui contribue par sa  
" politique -hégémonie de la paysannerie, caractérisation de l'URSS  
" comme "un régime social-impérialiste", tiers-mondisme- à isoler le  
" prolétariat algérien du prolétariat français et international.

" Le PRS ne comprend pas que la Constituante est précisément l'expres-  
" sion de la théorie de la révolution permanente, du programme de tran-  
" sition dans les pays économiquement arriérés.

" Les Trotskyistes Algériens sont aujourd'hui les seuls à analyser les  
" problèmes algériens d'un point de vue internationaliste, à comprendre  
" que la lutte pour la construction du POR en Algérie est indissociable  
" de la lutte pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale".

## IV . - LE MOUVEMENT DES MASSES ET LA CONSTITUANTE

Le 8 février 1975, le C.L.T.A. tenait une réunion de ses militants dans l'émigration.

La résolution précise le moment de la situation politique comme étant celui de la crise profonde du régime militaro-policié et de l'annonce des plus grands affrontements entre les classes. Elle ajoutait que " dans la recherche de l'organisation pour affronter l'Etat bourgeois, les masses se tourneront inévitablement vers les organisations existantes, d'où l'importance de leur caractérisation".

1° - LE F.L.N. : organisation bourgeoise, créée contre le mouvement révolutionnaire des masses qui aspiraient à l'indépendance nationale et à la destruction des structures coloniales.

En 1962, le FLN était une organisation de masse sous la direction de Khider. Ben Bella, soutenu par Boumediéne, limogea Khider et transforma le FLN en un parti de cadres. Après le putsch de 1965, Boumediéne vida le FLN de tous les militants et installa à sa tête les bourgeois corrompus, Kaid Ahmed et Cherif Belkacem.

Le FLN est aujourd'hui constitué par le seul appareil, mais c'est le seul cadre politique où a lieu dans le pays, la discussion politique d'une manière organisée.

Même si les masses s'en détournent actuellement, elles ne manqueront pas d'investir cette organisation à un moment de sa mobilisation, d'où la nécessité de s'y implanter et d'y occuper des positions importantes.

2° - LA J.F.L.N. : regroupe la jeunesse dans des proportions variables selon les villes et les régions. Moins contrôlée par l'Etat que le FLN, elle a pu se développer parfois, mais l'absence totale de maisons de jeunes, d'équipements sportifs, de locaux, de salles de cinéma, de crédits ... et le chômage massif des jeunes rend difficile le développement d'une organisation qui ne peut résoudre aucun des problèmes posés par la jeunesse.

Cependant dans les lycées ou dans les grandes villes, des cellules ou des cercles existent. Mais comme pour le FLN, et dans la mesure où il n'y a rien d'autre à l'échelle nationale, la jeunesse s'engouffre inévitablement dans la J.F.L.N.

3° - L'U.N.P.A. - l'Union Nationale des Paysans Algériens a été constituée dans le cadre de la "Révolution Agraire". Elle a été structurée à tous les échelons, depuis 1973, en faoudjs (brigades), en U.P.C. (Union Paysanne Communale) et un U.P.W. (UP de Wilaya).

En novembre 1974, se sont tenues à Alger les premières Assises Nationales de l'UNPA, où 1000 délégués étaient censés représenter 750 000 adhérents. Les objectifs étant de 1 million d'adhérents en 1975.

La structuration des paysans correspond à la volonté du pouvoir d'encadrer massivement les paysans pour les maintenir dans les campagnes et éviter l'exode rural comme pour les mobiliser pour la production.

La discussion a commencé dans les campagnes. Les brigades d'étudiants "volontaires" et l'ANP contrôlent étroitement politiquement et organisationnellement le mouvement pour des fins strictement conformes aux objectifs du pouvoir.

Malgré tout, les paysans ainsi réunis et organisés écoutent, confrontent et sortent de leur isolement. Les liens s'effectuent avec la ville et l'émigration. Les paysans apprennent à penser à l'échelle nationale et chercheront donc à trouver des solutions à l'échelle du pays, c'est-à-dire des solutions politiques.

4° - L'AMICALE : après sa victoire et son installation à Alger, Ben Bella décide de dissoudre la Fédération de France du FLN. L'Amicale des Algériens

en France (A.D.A.F.) ne fut pas constituée à partir de l'épuration de la Fédération du FLN en France, mais à partir des Comités de soutien au Bureau Politique qui se reconvertira en Amicale.

A la différence de la Fédération de France du FLN, l'ADAF limite ses activités à un rôle social, éducatif et culturel des Algériens. Cependant

- a - l'implantation d'1 million d'Algériens et de leurs familles en France
- b - la crise de l'impérialisme et de la bourgeoisie française qui touche sévèrement les travailleurs,

poussent les Algériens à se tourner vers l'ADAF qui dispose d'un service social (accueil, logement, rapatriement, formation professionnelle, bourses, soutien aux hospitalisés...). Les liens que l'Amicale a noués avec la FEN, la CGT et la CFDT lui donnent une importance nouvelle.

Il doit être possible, à partir de l'implantation de camarades dans les commissions "logement", "formation professionnelle", "soutien aux chômeurs" de développer un travail de renforcement de l'Amiclae, ce que ne veulent à aucun prix, Boumedienne et les staliniens, et d'y recruter.

5° - L'U.G.T.A. A la différence du FLN, l'UGTA est une organisation ouvrière, créée en 1956, et rattachée à la CISL, puis à la FSM.

Elle est devenue en 1962 une organisation de masse, vivante et structurée, implantée dans les villes et les campagnes.

Malgré la tentative d'intégration entreprise par Ben Bella et Boumedienne, elle reste, malgré l'orientation de sa direction, une organisation ouvrière que les travailleurs n'ont pas abandonnée.

La grève de la SNS de Kouba préfigure un mouvement qui se reproduira : dans un premier temps, les travailleurs chassent les responsables venus leur demander de reprendre le travail et refusent une Assemblée Générale qui n'aurait abouti qu'à dresser les travailleurs contre le comité de grève. Dans un second temps, les travailleurs acceptent de participer à une AG de l'UGTA organisée avec le Comité de grève. L'UGTA est l'enjeu d'une bataille entre une large partie de la direction (projet de perception des cotisations par l'Etat) et des travailleurs qui font pression sur cette même direction et qui en vient à protester contre le blocage des salaires et l'évaluation du SMIG par l'Etat.

6° - L'U.N.E.A. C'est la reproduction en milieu étudiant de l'UGTA. Restant le cadre du regroupement des étudiants pour la défense de leurs revendications et n'ayant pu être intégrée, elle fut dissoute en 1972 par le pouvoir.

Elle est aujourd'hui tolérée en France dans certaines villes par l'Ambassade, dans la mesure où elle permet de recruter les étudiants pour le "volontariat".

Les staliniens du PAGES, qui contrôlent pour le compte du régime cette organisation, ne veulent à aucun prix, en faire une organisation de masse, car elle constituerait forcément un cadre politique où les étudiants se rassembleraient pour formuler leurs revendications et s'organiseraient contre l'Etat bourgeois. D'où le filtrage strict et le très faible recrutement comme le refus d'organiser dans toutes les villes importantes des sections. Constituer des sections et recruter pour renforcer les sections existantes sans chercher à créer une tendance, tel doit être notre objectif.

La discussion politique sur le caractère des organisations bourgeoises dans les pays économiquement arriérés, de l'analyse de la lutte des classes et du bilan de l'activité des militants investis dans les organisations inféodées, amenèrent le CLTA à critiquer la résolution qui établissait que la mobilisation des masses passerait dans un premier temps et nécessairement par le renforcement des organisations existantes. C'était confondre le mouvement de la classe dans un pays comme la France renforçant le PCF et le PS et celui d'un pays comme l'Algérie où la classe et les masses s'organisent dans des cadres qu'elles contrôlent, en dehors et

contre les organisations inféodées au pouvoir.

C'est essentiellement dans les Universités et dans l'UGTA qui n'avait pas entièrement perdu son caractère d'organisation syndicale que le CLTA investira ses militants. Dans l'émigration le travail sera tourné vers la propagande et la formation des militants.

## V. - LA II° CONFÉRENCE DU C. L. T. A.

Elle est centrée sur l'analyse de la situation politique, le bilan de notre intervention et les problèmes du fonctionnement de tout le CLTA.

### Problèmes du développement du groupe

Ces mots d'ordre qui sont aujourd'hui l'expression des besoins les plus fondamentaux et les plus immédiats des masses en général et du prolétariat en particulier pour se constituer comme classe, doivent permettre au groupe de militants trotskystes algériens d'élargir leur surface d'intervention tant au niveau des localités, du quartier, de l'usine, de l'université, de la campagne ... que dans les organisations syndicales et politiques. La bataille pour la Constituante est, en Algérie, l'axe de la politique de Front Unique Ouvrier qui signifie :

- a - Unité d'action pour la défense des libertés démocratiques avec tous les groupes, courants, ou partis, y compris les organisations nationalistes bourgeoises.
- b - qu'un tel combat comprend nécessairement le combat pour l'unité et l'indépendance de la classe ouvrière, donc des syndicats vis-à-vis de l'Etat.

On ne peut séparer la constitution du groupe de l'intervention dans la lutte des classes. Celle-ci y prend tout naturellement une forme privilégiée dans l'UGTA dans la mesure où cette organisation, malgré les diverses tentatives de Ben Bella et Boumedienne de l'intégrer à l'appareil d'Etat, reste l'organisation syndicale unique du prolétariat algérien, en même temps elle ne se réduit pas qu'à cette seule forme d'intervention. L'émigration, partie constituante du prolétariat français, est en même temps une fraction détachée du prolétariat algérien.

Ce secteur est un terrain d'intervention des révolutionnaires pour la construction du parti en Algérie. Cependant, elle ne joue pas aujourd'hui le rôle qu'elle a joué avant et pendant la guerre révolutionnaire d'indépendance. Le sort de la révolution socialiste, donc la construction du parti, se joue aujourd'hui en Algérie.

Dans une situation où la lutte des classes s'exacerbe, l'ensemble des organisations -seuls cadres politiques organisés existants- deviennent elles aussi un terrain de la lutte politique.

TRIBUNE ALGERIENNE, organe d'agitation, de propagande et de centralisation du combat pour la Constituante algérienne, sera l'expression la plus large de cette orientation. Celle-ci ne peut suffire sans le support théorique qui le sous-tend, L'ETINCELLE, organe du combat des trotskystes algériens pour la révolution prolétarienne.

### LES TROTSKYSTES ALGERIENS ET LA IV° INTERNATIONALE

Issu du combat du Comité International pour la reconstruction de la IV° International, dans sa forme d'organisation en Afrique -le groupe marxiste africain (GMA)- le noyau de militants trotskystes algériens réaffirme sa volonté de combattre pour la reconstruction de la IV° Internationale, pour la révolution socialiste mondiale, sur la base du programme de la IV° Internationale, le Programme de Transition.

La Conférence des Trotskyistes algériens ratifie la demande d'affiliation au Comité d'Organisation exprimée lors de la 5<sup>e</sup> session du Bureau International.

Ce noyau de militants prend aujourd'hui la forme du COMITE DE LIAISON DES TROTSKYSTES ALGERIENS pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, est l'élément centralisateur du combat pour la section algérienne de la IV<sup>e</sup> Internationale en reconstruction, le Parti Ouvrier Révolutionnaire algérien, seule solution à la victoire de la révolution socialiste en Algérie.

## VI. - L'AFFILIATION AU COMITÉ D'ORGANISATION (DÉCEMBRE 1975)

Le CLTA remit au Bureau International un document d'où nous extrayons le passage suivant :

### " V. ELEMENTS D'UNE PLATE-FORME IMMEDIATE

" Une plate-forme d'action complète qui présentera sous forme de  
" manifeste l'analyse politique faite dans cette résolution est en  
" cours d'élaboration. Nous nous contenterons à cette étape, d'en  
" donner les éléments essentiels.

" Ceux-ci découlent de l'analyse générale de la situation interna-  
" tionale, de la situation politique actuelle en Algérie que la  
" Conférence a caractérisées et plus fondamentalement de la crise  
" de l'humanité dans son ensemble au stade du capitalisme pourris-  
" sant, l'impérialisme.

" C'est dans cette période que les mots d'ordre des tâches démocra-  
" tiques que le bourgeoisie algérienne n'a pu et ne peut réaliser  
" deviennent des leviers de la mobilisation des masses. Dans ceux-  
" ci, les libertés démocratiques occupent une place centrale.

" - Pour une reconnaissance des libertés démocratiques (droit  
" d'organisation, de réunion, d'expression, de presse, laïcité)

" - Indépendance des organisations syndicales vis-à-vis de l'Etat

" - Front unique anti-impérialisme c'est-à-dire liaison avec le  
" mouvement ouvrier africain, européen, et international.

" - Distribution gratuite des terres de la bourgeoisie, de l'Etat  
" et de l'armée et des institutions religieuses aux paysans pau-  
" vres avec les moyens matériels et financiers pour les travail-  
" leurs

" - Droit au travail pour tous, c'est-à-dire réorganisation de la  
" production en fonction des besoins des masses, abandon de la pla-  
" nification établie par la bourgeoisie, contrôle de la produc-  
" tion, de l'économie par les travailleurs, organisés dans leurs  
" comités,

" - Elections libres à une Assemblée Souveraine où tous les partis  
" et organisations pourront présenter leurs candidats,

" - Gouvernement responsables devant la Constituante

" Les mots d'ordre sont étroitement liés. Ils correspondent parfai-  
" tement à l'expérience vécue par les masses algériennes et à ce  
" que veulent les travailleurs, les paysans, les jeunes, les fem-  
" mes, toutes les couches de la société algérienne.

" Au cours de la lutte pour ces revendications apparaîtront iné-  
" vitablement les comités révolutionnaires soviets, ce qui établit  
" le lien entre la lutte pour la Constituante et celle pour la ré-  
" volution socialiste.

" Ces mots d'ordre sont aujourd'hui l'expression des besoins les  
" plus fondamentaux et les plus immédiats des masses en général, et

" du prolétariat en particulier pour se constituer comme classe  
" doivent permettre au groupe de militants trotskystes algériens  
" d'élargir leur surface d'intervention, tant au niveau des loca-  
" lités du quartier, de l'usine, de l'université, de la campagne...  
" que dans les organisations syndicales et politiques. La bataille  
" pour la Constituante est, en Algérie, l'axe de la politique de  
" Front Unique Ouvrier qui signifie :

- " a - Unité d'action pour la défense des libertés démocratiques  
" avec tous les groupes, courants ou partis y compris les or-  
" ganisations nationalistes bourgeoises.
- " b - qu'un tel combat comprend nécessairement le combat pour  
" l'unité et l'indépendance de classe ouvrières, donc des  
" syndicats vis-à-vis de l'Etat.
- " c - Front unique anti-impérialiste c'est-à-dire liaison avec le  
" mouvement ouvrier international et ses organisations et com-  
" bat pour la fin de l'exploitation capitaliste à l'échelle  
" mondiale.

" On ne peut séparer la constitution de groupe de l'intervention dans  
" la lutte des classes. Celle-ci y prend tout naturellement une forme  
" privilégiée dans l'U.G.T.A. dans la mesure où cette organisation,  
" malgré les diverses tentatives de Ben Bella et Boumediène de  
" l'intégrer à l'appareil d'Etat, reste l'organisation syndicale  
" unique du prolétariat algérien, en même temps elle ne se réduit  
" pas qu'à cette seule forme d'intervention.

" L'émigration, partie constituante du prolétariat français, est en  
" même temps une fraction détachée du prolétariat algérien.

" Ce secteur est un terrain d'intervention des révolutionnaires pour  
" la construction du parti en Algérie. Cependant elle ne joue pas  
" aujourd'hui le rôle qu'elle a joué avant et pendant la guerre ré-  
" volutionnaire d'indépendance. Le sort de la révolution socialiste  
" donc la construction du parti, se joue aujourd'hui en Algérie.

" Dans une situation où la lutte des classes s'exacerbe, l'ensemble  
" des organisations -seuls cadres politiques organisés existants-  
" deviennent elles aussi un terrain de la lutte politique.

" TRIBUNE ALGERIENNE, organe d'agitation, de propagande et de cen-  
" tralisation du combat pour la Constituante Algérienne, sera l'ex-  
" pression la plus large de cette orientation. Celle-ci ne peut suf-  
" fire sans le support théorique qui le sous-tend, L'ETINCELLE, organe  
" du combat des Trotskystes algériens pour la révolution prolétarienne. "

Sur la base des 2 textes remis et de la discussion menée sur l'Algérie,  
le BI vota l'affiliation du CLTA au Comité d'Organisation.

## VII. - LE CAMP DE FORMATION DE L'ÉTÉ 1976

L'activité du CLTA fut centrée sur l'intervention dans l'UGTA et dans les  
Universités en Algérie, sur la formation et la propagande, dans l'émigra-  
tion, qui aboutirent à la tenue de Cercles d'Etude- Marxistes (CEM) à  
Paris, Clermont-Ferrand, Grenoble, ... , la publication de trois brochu-  
res de formation, la tenue d'une Journée d'Etudes sur "Le bilan de la Ré-  
volution Algérienne"... et la sortie de L'ETINCELLE et de TRIBUNE ALGERIEN-  
NE. La bataille qui fut menée autour de la Déclaration du CLTA sur la Charte  
Nationale qui fut largement diffusée en Algérie permit de centraliser notre  
activité et de lui donner toute sa dimension politique.

Mais en l'absence des libertés démocratiques en Algérie et des difficul-  
tés posées par les problèmes de l'intervention, de nombreux problèmes non

réglés, en particulier ceux posés par la Résolution de février 1975, apparurent.

Il était nécessaire de réarmer les militants. La Conférence prévue pour septembre 1975 se transforma en 4 journées d'Etudes sur l'ordre du jour suivant :

1. La situation internationale. L'Algérie et le marché mondial
2. Les caractères de la bourgeoisie nationale en Algérie
3. L'Etat - la lutte des classes en Algérie
4. Révolution prolétarienne et Assemblée Constituante. Le Front Unique anti-impérialiste.

## VIII. - DE LA CONFÉRENCE DE L'ÉMIGRATION DE SEPTEMBRE 1977

### A LA 3° CONFÉRENCE DU C. L. T. A.

Les difficultés rencontrées par le CLTA et la répression en Algérie, empêchèrent la tenue de la Conférence de 1977. Elle fut remplacée par une Journée de travail des Trotskystes de l'émigration qui adoptèrent une Résolution fixant un plan de recrutement et de formation, l'organisation d'une campagne financière et la sortie régulière des publications.

La reprise des relations avec l'intérieur, le recrutement de nouveaux militants et la bataille menée autour de l'indépendance de classe de l'UGTA, une homogénéisation plus grande des moyens créèrent les conditions politiques qui permirent, sur la base du rapport politique présenté par un membre de la direction, la plus large discussion, dans tout le CLTA.

C'est sur la base d'un réel développement numérique du CLTA, d'une intervention dans la lutte des classes en Algérie et d'une vie politique très riche que le CLTA a tenu sa 3° Conférence qui marque une étape décisive dans le passage du CLTA au groupe.

\* \* \*  
\* \*  
\*

## RESOLUTION TERRIFALE

Le régime en Algérie se caractérise, aujourd'hui, par le rôle prépondérant du régime boucharbi, avec son indéniable rôle, au sein du régime, le démantèlement de l'Etat algérien, l'effacement de la classe révolutionnaire.

Pour pouvoir déjouer la tâche auxquelles sont confrontés les algériens, ainsi que les autres peuples qui se trouvent dans une situation comparable de moments historiques, il faut continuer résolument à travailler de nuit et sans relâche à provoquer les révoltes et les émeutes, sans chercher à déjouer les tentatives qui tendent à provoquer le mouvement révolutionnaire, à susciter le développement de la situation. Ceci ne fait que renforcer davantage encore les éléments conservateurs et réactionnaires.

Les éléments de la situation actuelle en Algérie prennent leur racine dans les événements historiques à l'échelle mondiale dans le monde et dans les classes. La situation internationale de post-guerre mondiale à partir de 1945, marquée par les événements généraux de la période 1922-1945, voit le développement de la situation mondiale, notamment.

La situation internationale dans le monde est caractérisée par la présence de deux camps, à savoir le camp de la révolution et le camp de la réaction, qui sont en lutte constante, à l'échelle mondiale, pour la maîtrise de la situation mondiale et de la révolution mondiale, notamment.

L'impérialisme, tel qu'il se présente aujourd'hui, poursuit à l'échelle mondiale la tâche de maintenir le monde dans une situation de guerre, par le biais de la bourgeoisie du monde, de la bourgeoisie internationale, notamment, et de la bourgeoisie nationale, notamment, pour empêcher le développement de la révolution mondiale, notamment.

D'autres éléments sont en lutte avec l'impérialisme, notamment en Amérique latine, en Asie, en Afrique, notamment, pour la maîtrise de la situation mondiale et de la révolution mondiale, notamment.

Au contraire, de la lutte de la puissance de l'impérialisme, c'est une lutte de la classe révolutionnaire, notamment, qui est en lutte avec l'impérialisme, notamment.

## CONFERENCE DU C.L.T.A.

16, 17, 18 FÉVRIER 79

## RESOLUTIONS

La situation mondiale est caractérisée par la présence de deux camps, à savoir le camp de la révolution et le camp de la réaction, qui sont en lutte constante, à l'échelle mondiale, pour la maîtrise de la situation mondiale et de la révolution mondiale, notamment.

C'est un élément de la situation mondiale, notamment, qui est en lutte avec l'impérialisme, notamment.

### NATURE DE CLASSE DE L'ETAT ALGERIEN

1 - L'Etat algérien est un Etat bourgeois, à l'échelle mondiale, notamment.

2 - Le régime en Algérie est un régime bourgeois, à l'échelle mondiale, notamment.

3 - Le régime en Algérie est un régime bourgeois, à l'échelle mondiale, notamment.

4 - Le régime en Algérie est un régime bourgeois, à l'échelle mondiale, notamment.

5 - Le régime en Algérie est un régime bourgeois, à l'échelle mondiale, notamment.

## RESOLUTION GENERALE

La situation en Algérie se caractérise, aujourd'hui, par la crise politique du régime bonapartiste, crise qui, inexorablement, évolue vers la chute du régime, le démantèlement de l'Etat bourgeois, l'éclatement de la crise révolutionnaire.

Pour pouvoir dégager les tâches auxquelles sont confrontées les masses, ainsi que les mots d'ordre que les trotskystes — expression consciente du processus inconscient — doivent mettre en avant, il faut apprécier correctement la maturité de la crise et — sans chercher à prédire les rythmes et les délais, sans chercher à deviner les formes concrètes que prendra le mouvement révolutionnaire — esquisser le développement de la situation. Pour ce faire, il est essentiel d'analyser correctement les éléments constitutifs de la situation présente.

Les éléments de la situation actuelle en Algérie prennent leurs racines dans toutes les relations établies à l'échelle mondiale entre les classes et dans les classes. La montée révolutionnaire du prolétariat mondial à partir de 1943, inversant les tendances générales de la période 1923-1943, voit la bourgeoisie perdre, mondialement, l'initiative.

Les tendances contenues dans la montée révolutionnaire du prolétariat, à partir de 1943, se précisent, se développent au cours des années suivantes, prenant appui sur les victoires localisées de la révolution prolétarienne mondiale, mettant en relief l'émergence de la combinaison de la révolution politique et de la révolution sociale (1953-1956).

L'impérialisme, bien que de façon inégale, parvient à ressaisir l'initiative dans la lutte des classes mondiale à partir de l'écrasement, par les chars de la bureaucratie du Kremlin de la révolution hongroise des conseils en 1956 puis de la défaite politique, sans combat, qu'est pour le prolétariat français, la venue au pouvoir de De Gaulle.

D'autres défaites seront infligées aux masses, notamment en Amérique latine, en Indonésie, en Grèce. Cependant, malgré l'aide active de la bureaucratie du Kremlin et de l'appareil international du stalinisme, l'impérialisme ne parviendra jamais à infliger au prolétariat et aux masses des défaites comparables à celles des années qui ont précédé la 2e guerre mondiale.

Au contraire, sur la base de la puissance du prolétariat, c'est une crise conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin qui s'affirme et se développe.

L'incapacité de l'impérialisme, aidé des bureaucraties parasitaires, à porter des coups décisifs au prolétariat, la crise conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin, préparaient une nouvelle période de la révolution mondiale que la grève de mai-juin 1968 en France et le processus de la révolution politique en Tchécoslovaquie ouvrent.

Nous avons caractérisé cette nouvelle période comme celle de « la révolution imminente ». L'analyse du développement du mouvement du prolétariat et des masses confirme que l'initiative politique appartient globalement au prolétariat mondial et celle-ci approfondit la crise conjointe de l'impérialisme et des bureaucraties parasitaires (y compris de la bureaucratie chinoise, composante de la nouvelle Sainte-Alliance).

En 1974-1975 l'ouverture de la révolution portugaise, la défaite de l'impérialisme américain au Vietnam, la crise économique mondiale qui s'amorce marquent un tournant dans les rapports mondiaux entre les classes et à l'intérieur des classes.

Notamment, les conséquences de la défaite de l'impérialisme américain au Vietnam sont immenses et ses effets sont loin d'être épuisés.

Aujourd'hui, c'est une nouvelle phase de la révolution prolétarienne qui commence en Iran. Moins d'un mois après la fuite du chah, la montée des masses que la plus sanglante répression n'avait pu briser — et dont l'axe était constitué par la grève généralisée qui depuis novembre paralysait l'activité industrielle du pays — a abouti à une explosion révolutionnaire au cours de laquelle les masses ont disloqué, démantelé, tous les éléments essentiels de l'appareil d'Etat. L'armée — que l'on vantait comme la plus efficace force contre-révolutionnaire de la région — a littéralement éclaté. Et c'est la tentative de la garde prétorienne du régime de s'attaquer à la caserne d'une unité insurgée qui a allumé l'incendie révolutionnaire qui, en quelques jours a embrasé tout Téhéran, réduisant en cendres les laborieuses tentatives d'une « transition pacifique » de Bakhtiar à Khomeini. Aujourd'hui, c'est à travers l'attaque contre les institutions centrales de l'Etat bourgeois, la révolution prolétarienne qui commence.

C'est un événement dont la portée mondiale est immense. C'est un palier qui vient d'être franchi dans le difficile et complexe processus d'effondrement d'un monde. C'est un élément de première importance dans la matérialisation du nouveau tournant dans la situation mondiale qui avait été analysé lors de la récente session du bureau international du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IVe Internationale, tournant qui s'inscrit dans la période d'ensemble de « la révolution imminente », dont le contenu — matérialisé aujourd'hui dans la révolution iranienne — n'a jamais été défini comme signifiant que la victoire de la révolution est pour demain, mais au contraire que mûrissent les plus gigantesques affrontements entre les classes.

### NATURE DE CLASSE DE L'ETAT ALGERIEN

1 — L'Etat en Algérie n'a jamais cessé d'être un Etat bourgeois, c'est-à-dire un appareil exprimant et assurant la domination de classe de la bourgeoisie et par conséquent la perpétuation de la domination impérialiste.

Le pouvoir qui s'est mis en place en 1962, dans le cadre des accords d'Evian, s'est coulé dans les structures demeurées pour l'essentiel intactes de la colonisation. Le « noyau » de l'Etat, c'est l'appareil répressif — armée, police, gendarmerie.

2 — Le régime de Ben Bella n'a présenté aucun trait d'un « gouvernement ouvrier et paysan » au sens où le Programme de transition évoque cette éventualité. Il ne va pas « plus loin qu'il ne voudrait dans la rupture avec l'impérialisme » il agit au contraire pour préserver les liens avec l'impérialisme à travers la consolidation de l'Etat bourgeois.

Mais ce processus se développe dans les combats marqués par la dislocation sur tous les plans (économique, social, politique) qui ont provoqué le départ généralisé des Pieds-noirs et l'irruption massive des masses qui veulent affirmer sur tous les terrains les conséquences de leur combat pour l'indépendance.

Le mouvement des masses tend donc à la liquidation du pouvoir de la bourgeoisie — dont le « gouvernement du FLN » est l'expression politique, même si les masses n'en ont pas conscience, à la destruction de l'Etat bourgeois, à l'expropriation de l'impérialisme, au règlement de la question agraire. C'est le mouvement même de toute révolution.

C'est contre lui que l'Etat reforge son unité. « La crise du FLN, la « dissidence » des villayas ne sont que la partie visible de l'iceberg : le « facteur d'ordre » qu'est l'armée des frontières affirme sous une forme concentrée la réalité de l'Etat.

C'est donc par la violence que Ben Bella contient le mouvement des masses tout en s'élevant au-dessus des classes en présence pour éviter alors un affrontement (d'où la combinaison de mesures destinées à « limiter les dégâts » : reprise par l'Etat des biens-vacants, concession limitée aux masses et simultanément des tentatives pour briser les organisations de masse comme organisations indépendantes)

3 — C'est au terme de ce processus que Boumediene s'emparera du pouvoir à partir de l'armée axe de la reconstruction pleine et entière de l'Etat bourgeois. En ce sens le régime de Boumediene est bien un régime militaro-policié ; l'armée et la police sont bien ses moyens de gouvernement.

Le régime de Boumediene n'est pas socialement distinct de celui de Ben Bella. Ce n'est que la disposition des forces politiques qui change. C'est un bonapartisme au sens précis où en parle Trotsky dans « L'Histoire de la Révolution russe » S'il met sa botte sur la nuque de la nation, c'est pour mener une politique de préservation de la propriété et du profit.

Le pouvoir est concentré entre les mains de l'exécutif émancipé de tout contrôle. Il défend les intérêts généraux du système capitaliste mais par des moyens dont il est le seul juge y compris contre telle ou telle fraction ou expression politique de la classe possédante.

La préservation des intérêts généraux passe par l'acceptation de la subordination à l'impérialisme. Cela ne signifie pas que le gouvernement bonapartiste soit un simple « agent », une projection de l'impérialisme. Boumediene n'est pas Thieu ou Pinochet.

La bourgeoisie algérienne — comme toute bourgeoisie d'un pays dépendant et arriéré — n'a accès au marché mondial qu'à travers la domination impérialiste. La bourgeoisie à travers son Etat, dans le cadre d'un système déterminé par la domination impérialiste — cherche à occuper la meilleure position possible quant à la répartition de la plus-value. C'est dans ce cadre — et en rapport avec l'évolution mondiale — que se comprend la politique pétrolière, les nationalisations, etc.

## LA CRISE DU REGIME BONAPARTISTE

Les accords d'Evian qui fondent l'Etat algérien comme un Etat bourgeois subordonné à l'impérialisme français, sont approuvés par toutes les tendances du FLN.

Ainsi en juillet 1962, le mouvement révolutionnaire des masses qui se développe dans la situation créée par le retour des troupes de l'impérialisme français et par le départ massif de la minorité européenne se heurte à l'absence de perspectives politiques, d'organisations propres de la classe ouvrière.

Cependant au cours de la crise du printemps-été 1962, le prolétariat commence à forger un véritable syndicat centralisant sa lutte. Et c'est parce que l'UGTA s'orientait dans la voie qui menait à la constitution d'une organisation ouvrière indépendante, que Ben Bella et le bureau politique intervinrent en plein congrès de l'UGTA (janvier 1963) pour imposer une nouvelle direction. L'UGTA reprise en mains par le FLN ne devenait plus un organe de la défense des intérêts matériels et moraux des travailleurs. Elle se trouvait associée à la réalisation du « socialisme », c'est-à-dire participant en fait à l'édification de l'Etat bourgeois algérien.

Mais Ben Bella se révélait de plus en plus incapable de faire refluer les masses des positions occupées à l'indépendance et de les discipliner, comme de stabiliser l'Etat, c'est-à-dire d'assurer la mission que lui avait confié la débile bourgeoisie algérienne.

De là le coup d'Etat du 19 juin 1965 qui s'appuyait sur la seule force structurée capable d'étayer l'Etat bourgeois en Algérie, l'ANP et ses annexes : la police et la gendarmerie. Boumediene a pu expulser les travailleurs des positions qu'ils occupaient dans les fermes, les terres, les usines, dissoudre l'Assemblée nationale où s'exprimaient les différents composants du FLN, abroger la Constitution, contrôler plus étroitement, plus complètement l'UGTA. Mais il n'a pas eu les moyens politiques d'infliger une défaite sanglante au prolétariat et aux masses algériennes et de devenir un Pinochet ou un Videla. Le cadre des accords d'Evian aménagés depuis 1962 c'est-à-dire les rapports avec l'impérialisme français, reste pour une large part maintenu. Cependant l'Algérie s'ouvre plus largement aux investissements américains et européens. Ce processus s'accéléra après 1968. Boumediene entreprend puis franchit un pas décisif en 1971 avec la nationalisation des hydrocarbures. Elle s'accompagne d'un renforcement des liens de subordination au cartel pétrolier américain et aux banques internationales.

C'est dans le cadre de cette situation dont la contrepartie est que les conditions de vie des masses se détériorent puisqu'au blocage de fait des salaires s'ajoute l'abandon du secteur agricole complètement sacrifié par les différents plans quadriennaux, que se développe le mouvement de résistance des masses.

C'est en 1972 la grève des transports d'Alger (RSTA) et qui se termine par une victoire constitue le premier moment d'un processus de la mobilisation des travailleurs contre le pouvoir.

En 1974 et s'insérant dans la crise ouverte au sein de l'appareil d'Etat (l'été 1974), les travailleurs de la SNS de Kouba déclenchent en octobre 1974 une grève qui marque un tournant dans les rapports entre les classes en Algérie. Rejetant la grille des salaires établie par le commission nationale des prix et des salaires créée en 1973, les 1 200 métallos déclenchent la grève totale, tiennent une AG qui élit un collectif (comité de grève).

Les revendications qu'ils posent (dissolution de l'ATU corporatiste, augmentation des salaires, suppression des classifications des postes) remettent directement en cause la politique des revenus du pouvoir correspondant aux exigences du FMI. Combattant sur leur terrain et dirigés par un collectif élu par l'AG des grévistes, les travailleurs ont pu faire reculer le pouvoir et nourrir les grèves et les luttes qui se multiplient dans toutes les branches de la production.

A partir de 1974, le mouvement gréviste du prolétariat ira en s'amplifiant pour atteindre un nouveau palier en 1976 avec la grève des travailleurs de l'université d'Alger. Cette grève se déroule au moment où le pouvoir a organisé un simulacre de discussion sur la « Charte nationale ». Sévèrement combattus et condamnés par tous les appareils de l'Etat, par l'UGTA, le FLN et l'appareil stalinien, les travailleurs de l'université qui avaient voté la grève en assemblée générale, et obtenu le soutien actif des étudiants, font reculer le pouvoir qui ne peut mener une répression aussi ample qu'il le désirait. S'appuyant

sur le mouvement du prolétariat les luttes étudiantes reprennent avec vigueur à partir de 1975 : longue grève des étudiants de socio, de psycho d'Alger, série de grèves dans diverses facultés et villes, grève des étudiants arabisants de Constantine. Le mécontentement populaire va s'exprimer avec vigueur lors de la prétendue discussion sur la charte nationale. Dans les assemblées générales tenues dans les entreprises ou dans les quartiers le cadre imposé par le régime est fortement remis en cause. Le prolétariat, la jeunesse, les masses de façon générale interviennent dans le « débat » pour poser leurs revendications : salaires, conditions de vie, transports, logement, écoles, etc. De plus très rapidement l'intervention des masses tourne à une dénonciation systématique des dignitaires du régime et surtout en de nombreux endroits apparaissent les revendications démocratiques (liberté d'expression, de presse, d'opinion, indépendance du syndicat).

Sous la combinaison de la montée du prolétariat et des masses algériennes, comme composante et expression de la montée du prolétariat mondial dans le cadre de la révolution imminente d'une part et d'autre part de la crise économique et politique de l'impérialisme — incapable de maîtriser la marche à la crise mondiale, incapable de maîtriser les rapports entre les classes, forcé de faire retomber le poids de la crise économique sur les autres pays, acculé à intensifier la politique d'agression et de pillage des pays coloniaux et semi-coloniaux — sous cette double combinaison, la crise de la bourgeoisie algérienne se transforme en crise politique ouverte.

La bourgeoisie se divise ouvrant ainsi à l'action des masses des brèches en même temps que la crise de la bourgeoisie est alimentée par les mouvements des masses.

Dès l'été 1974, une crise violente oppose les membres du conseil de la révolution et se termine par l'assassinat d'un des « barons » du régime le ministre de l'Intérieur Medeghri.

C'est dans le cadre de cette crise d'ensemble que se situe « l'appel des quatre » au printemps 1976 (au début de la mise en chantier par Boumediene de la charte nationale).

Ferhat Abbas, Ben Khedda, Khéredinne et Lahouel, anciens dirigeants du mouvement nationaliste bourgeois, diffusent à Alger un appel dénonçant la faillite du régime de Boumediene et se prononçant pour les libertés démocratiques ainsi que l'élection d'une Assemblée constituante. Bien que le mouvement des masses, les grèves ouvrières, les luttes étudiantes étaient encore réduits et localisés, la bourgeoisie les évaluait correctement et appréciait à sa juste valeur leur puissance potentielle. L'appel des quatre exprime le fait que des secteurs de la bourgeoisie — à travers les représentants politiques traditionnels — ont pleinement conscience de l'inadéquation du régime bonapartiste de Boumediene à la nouvelle situation. Ils n'entendent pas que la faillite de ce régime ouvre la voie à la remise en cause de l'Etat et de la domination de classe de la bourgeoisie en tant que telle. C'est pourquoi ils vont publiquement mettre en avant la nécessité de recourir à d'autres formes de domination permettant à l'ensemble de la bourgeoisie de participer directement au pouvoir politique. Mais cette attitude, qui vise à préparer une transition ne peut qu'aggraver la crise.

A partir de 1975 l'impérialisme en crise renforce sa pression sur l'Algérie.

C'est la pression exercée par le FMI et les banques mondiales pour l'adoption de budgets draconiens, supprimant tout soutien aux produits de première nécessité, les allocations sociales, les crédits d'équipement, aggravant la fiscalité, établissant la rentabilité des entreprises publiques.

C'est l'exigence du cartel pétrolier qui impose à l'Algérie des investissements ruineux dans le secteur des hydrocarbures, qu'elle finance par un recours à l'emprunt qui l'enchaîne de plus en plus étroitement à l'impérialisme. Soumis à ce diktat de l'impérialisme, Boumediene fait adopter le budget de 1975 et 1976 et annonce dans son « Message à la Nation » du 31 mars 1977, une ère d'austérité, de rigueur et de discipline.

L'année 1977, sous la combinaison de la mobilisation des masses, de l'aggravation de la crise politique du régime, de sa faillite économique, voit se développer une situation nouvelle dans laquelle se matérialisent des éléments d'une situation prérévolutionnaire.

La grève des dockers éclate en mai 1977. Réunis en AG, les dockers posent les revendications portant sur les salaires et les conditions de travail. Les structures corporatistes de la GSE et la direction de l'UGTA se révélant impuissantes à briser la grève, le Wali fait évacuer le port d'Alger par la police. La solidarité active des dockers d'Algérie de la classe ouvrière algérienne, la détermination des dockers qui affrontent les forces de l'ordre, imposent à Boumediene de négocier avec les délégués des grévistes et de leur faire des concessions.

Parce que les dockers se sont affrontés directement à Boumediene, leur victoire est une victoire politique au compte de toute la classe ouvrière et pour les travailleurs comme un appel à l'action.

Et de fait les cheminots déclenchent en juillet une grève sur les salaires, les congés payés, les conditions de travail, le budget.

Les dirigeants de la GSE, de l'UGTA et du FLN sont chassés par les travailleurs. En riposte à l'intimidation de la police, les cheminots organisent leur mouvement et c'est la grève générale des cheminots algériens.

Le relais est aussitôt pris par les agents de la RSTA qui lancent le 1er août une grève générale à Alger sur la même plateforme que celle des cheminots ou des dockers : salaires, conditions de travail, congés payés et droits sociaux. Tous les dépôts sont fermés et protégés par des piquets de grève et une assemblée générale de tous les grévistes se tient au dépôt central de Fougroux.

Boumediene renonce à employer la force et préfère se déplacer à Fougroux où il s'engage devant l'AG des grévistes à satisfaire leurs revendications.

La journée se termine par un défilé dans tout Alger d'un cortège de bus vides, les tramways « klaxonnent leur victoire ».

Cette manifestation des travailleurs de la RSTA est symbolique des nouveaux rapports de classe établis au mois d'août 1977.

Les grévistes de mai-août 1977 luttent pour le compte de tout le prolétariat, pour le compte des masses algériennes. L'irruption massive du prolétariat a ébranlé l'ensemble des institutions bonapartistes ; elle a démontré l'incapacité des structures corporatistes et de l'appareil de l'UGTA de contrôler le mouvement du prolétariat ; elle a mis à nu l'extrême fragilité du régime et de l'appareil d'Etat. En désignant Boumediene comme seul responsable, elle ouvrait la période où chaque combat des masses tendrait à se diriger contre Boumediene.

A partir de 1978, l'élément nouveau est l'entrée en lutte ouverte, contre le régime, d'autres couches de la population : les boulangers se mettent en grève, les commerçants manifestent leur mécontentement, les paysans boycottent en bloc les circuits de commercialisation étatiques, des manifestations de jeunes, de ménagères ont lieu dans diverses villes. Les grèves ouvrières se poursuivent à Constantine, 3 000 ouvriers de la SONACOME cessent le travail, constituent leur comité de grève, mettent à la porte les autorités locales. Seule la répression est venue à bout du mouvement.

Le 1er octobre, les travailleurs de la RSTA se mettent en grève, tiennent des assemblées générales, informent la population et obtiennent son appui, élisent leurs délégués pour négocier avec le wali.

Les luttes étudiantes atteignent un stade qualitativement nouveau lors de la grève déclenchée contre la suppression des transports étudiants. La grève touche la quasi totalité des facultés d'Alger. Malgré les manœuvres des staliniens, 2 000 étudiants manifestent et marchent sur le ministère de l'Enseignement supérieur. Au cours de cette lutte, les étudiants commencent à poser la revendication d'un syndicat étudiant indépendant.

Avec les grèves ouvrières de 1977 et celles de 1978, avec la puissante mobilisation des étudiants, avec l'entrée dans la lutte de la paysannerie, de certains secteurs de la petite-bourgeoisie des villes, nous assistons à un tournant de la situation.

Il est déterminant de comprendre dans toutes ses dimensions la signification profonde de ce tournant. Un processus s'est engagé par lequel les masses exploitées, avec, au premier rang, la classe ouvrière, se dressent par leur activité propre et directe contre l'Etat bourgeois.

Quels que soient les obstacles, quels que soient les rythmes, les voies empruntées, le processus en marche aboutira au renversement du régime bonapartiste, de la dictature militaro-policière. Et la chute du régime, quelle qu'en soit la forme concrète et les développements intermédiaires, impliquera inéluctablement la dislocation de cet Etat, l'ouverture de la crise révolutionnaire et, au delà, la révolution prolétarienne.

Pourquoi disons-nous inéluctablement ? Pourquoi l'aboutissement du processus engagé à partir du printemps 1977, ne peut-il être que la dislocation de l'Etat et l'ouverture de la crise révolutionnaire conduisant à la révolution prolétarienne ? Pour répondre à cette question il est nécessaire de considérer les deux éléments fondamentaux en présence : d'un côté le mouvement du prolétariat et des masses opprimées, saisi dans son contenu profond et de l'autre la nature des institutions auxquelles ont à faire face les masses, c'est-à-dire l'Etat bourgeois sous sa forme bonapartiste.

Lors des grèves, les revendications avancées par le prolétariat sont toujours des revendications matérielles (salaires, conditions de travail, etc.). Mais le contenu de cette lutte est d'abord politique. Dans un pays où la grève est interdite, toute grève prend de fait un caractère politique. Lorsque les travailleurs cessent le travail, ils remettent en cause le régime et de ce fait ouvrent une brèche dans le système. En ce sens toutes les grèves, toutes les revendications des masses sont une confrontation avec le pouvoir et participent à l'approfondissement de la crise du régime et de la bourgeoisie. Comme nous l'avons dit, sous la double combinaison de la crise économique et politique de l'impérialisme et du mouvement ascendant des masses, la bourgeoisie algérienne se divise, exprimant ainsi la crise du régime.

Plus précisément depuis 1974 la crise du régime est permanente. Les affrontements à l'intérieur de l'appareil d'Etat et de la bourgeoisie, la puissante remontée du mouvement du prolétariat et des masses exploitées ont entraîné un perfectionnement des institutions bonapartistes. La mise en place d'une APN croupion, l'élaboration d'une constitution qui donnait les pleins pouvoirs au président ne pouvaient résoudre la crise. Au contraire, cela ne faisait qu'exacerber la crise de l'appareil d'Etat.

La disparition de Boumediène ne fait que précipiter tous les éléments de crise y compris au niveau de l'appareil d'Etat et nourrir par là même l'initiative des masses.

La crise s'exprime actuellement d'une manière directe à l'intérieur de l'appareil d'Etat. Le double phénomène que l'on observe actuellement (affrontements à l'intérieur de l'appareil d'Etat en même temps qu'une unanimité apparente devant les masses) est caractéristique de l'incapacité pour la bourgeoisie de trouver une issue à la crise.

Un des traits fondamentaux des rapports politiques, aujourd'hui en Algérie, est que tous les problèmes, tous les conflits sociaux se concentrent directement au niveau du pouvoir. Il n'existe aucune institution intermédiaire. Or la situation est devenue intenable : la crise économique et sociale atteint un tel degré, le mouvement des masses (dont la dernière expression a été la violente manifestation dirigée contre les membres du CR lors de l'enterrement de Boumediène) est tellement puissant qu'il faut absolument trancher, tenter de mettre en place une autre forme de domination.

Mais la bourgeoisie se heurte à un problème pour le moment insoluble : chaque tentative est en elle-même un nouveau développement de la crise et agira comme un aiguillon à l'activité des masses. Ce qui est clair pour la bourgeoisie algérienne, pour toutes les forces politiques intéressées à la défense de l'ordre bourgeois, c'est que l'effondrement du régime bonapartiste, construit autour de Boumediène, signifiera la dislocation de l'Etat bourgeois ou, pour le moins, l'ouverture des brèches énormes dans lesquelles s'engouffrera le mouvement des masses.

De ce point de vue, la politique de l'appareil stalinien est absolument limpide : il bande toutes ses forces pour maintenir le régime en place et barrer la voie aux masses.

La chute du régime ou son maintien, tel est l'enjeu fondamental pour la simple raison que sa liquidation signifie l'ouverture de la crise révolutionnaire. Toutes les relations politiques qui existent et celles qui sont en train de se constituer, non seulement entre les classes mais à l'intérieur des classes sont commandées par ce facteur central.

Cependant la bourgeoisie ne peut que chercher une solution qui éviterait la dislocation de l'appareil d'Etat et en même temps elle ne peut s'y aventurer.

Mais la disparition du Bonaparte ne veut pas dire pour autant la disparition du système. Les institutions du régime restent en place et l'appareil militaire et répressif demeure intact.

L'axe central de notre combat demeure la lutte contre la dictature militaro-policière.

A bas le régime des colonels, Assemblée constituante souveraine, tel est le mot d'ordre central qui commande l'activité des trotskystes en Algérie.

## LA CONSTITUANTE SOUVERAINE ET LA REVOLUTION PROLETARIENNE

Nous sommes dans l'ère de la révolution prolétarienne ouverte par la victoire d'octobre 1917 et dans la phase de cette ère (révolution imminente) qui commence en 1968 et se développe aujourd'hui au cœur du système capitaliste en Europe, par la révolution au Portugal. Elle s'exprime d'une façon aiguë au Pérou et se lève d'une façon gigantesque en Iran.

A l'époque de l'impérialisme stade suprême du capitalisme « réaction sur toute la ligne », les bourgeoisies des pays économiquement arriérés, coloniaux ou semi-coloniaux, arrivés trop tard sur la scène de l'histoire, dominées par l'impérialisme, sont incapables de réaliser les tâches nationales et démocratiques. C'est une évidence qu'en Algérie si radicale qu'ait été la lutte contre l'impérialisme français, celle-ci n'a pas abouti à la satisfaction des revendications et des besoins fondamentaux des masses populaires, c'est-à-dire la terre aux paysans, la rupture des liens de subordination avec l'impérialisme, les libertés démocratiques.

Dirigée par la petite-bourgeoisie, alliée à la bourgeoisie, la lutte armée a abouti à une indépendance formelle, à la préservation des intérêts de l'impérialisme.

La classe ouvrière, parce que seule classe progressive et conséquente jusqu'au bout, seule classe libératrice, est obligée de répondre à ces besoins, est obligée de prendre en charge toutes les questions non résolues, toutes ces revendications, tout ce programme démocratique révolutionnaire : « c'est seulement en se faisant le porte-parole de la solution des grandes questions nationales que le prolétariat peut accéder au pouvoir, ériger sa dictature » « Révolution permanente », Trotsky. Mais ces « grandes questions nationales » ne peuvent être réglées que par la dictature du prolétariat. C'est pourquoi l'axe stratégique de combat du CLTA c'est le gouvernement ouvrier et paysan dans la voie de la réalisation de la dictature du prolétariat. En même temps, abandonner sous une forme ou sous une autre le combat pour mobiliser sur les mots d'ordres démocratiques dont la Constituante serait abandonner en fait l'axe stratégique du gouvernement ouvrier et paysan.

La question de la méthode est fondamentale et Trotsky dans « L'Internationale communiste après Lénine » écrit : « Comme on le sait, c'est la dictature du prolétariat qui accomplit la révolution démocratique en Russie. Cela non plus, la direction actuelle de l'IC ne veut absolument pas le comprendre. Mais notre parti n'a mené le prolétariat à la dictature que parce qu'il défendit avec énergie, esprit de suite et dévouement, tous les mots d'ordre, toutes les revendications de la démocratie, y compris la représentation populaire fondée sur le suffrage universel, la responsabilité du gouvernement devant les représentants du peuple, etc. Seule une pareille agitation permet au parti de préserver le prolétariat de l'influence de la démocratie petite-bourgeoise, de saper l'influence de celle-ci dans la paysannerie, de préparer l'alliance des ouvriers et des paysans et d'entraîner dans ses rangs les éléments révolutionnaires les plus résolus. »

Le mot d'ordre de la Constituante souveraine est au centre du combat pour la révolution prolétarienne aujourd'hui en Algérie. Le mot d'ordre de la Constituante souveraine dresse le nombre, la représentation de l'immense majorité, travailleurs et jeunes, paysans, chômeurs, contre le régime de l'oppression, le régime de la dictature.

La revendication de la Constituante souveraine a été une revendication traditionnelle du mouvement nationaliste depuis 1928, plus précisément de l'Etoile Nord Africaine (ENA) et du Parti du peuple algérien (PPA). Elle n'a pu bien sûr être satisfaite et elle demeure aujourd'hui comme revendication centrale et immédiate de l'immense majorité du peuple algérien et elle trouve une expression concrète (comme cela a été exprimé dans l'appel du CLTA) dans le contexte de la succession de Boumediène.

« L'idée de la représentation du peuple entier, comme l'a montré l'expérience de toutes les révolutions bourgeoises, et en particulier celles qui libèrent les nationalités, est la plus élémentaire, la plus simple, la plus apte à intéresser de larges couches populaires. Plus la bourgeoisie qui commande résistera à cette revendication du « peuple entier » plus l'avant-garde prolétarienne se massera autour de notre drapeau, plus les conditions politiques mûriront pour la véritable victoire sur l'Etat bourgeois, qu'il soit le gouvernement militaire du Kuomintang ou un gouvernement parlementaire. » (« L'Internationale communiste après Lénine », Trotsky, p. 424).

Prenons une dernière citation de Trotsky dans son article de 1930 sur « Le mot d'ordre de l'Assemblée nationale en Chine » : « La puissance des masses opprimées est dans leur nombre. Lorsqu'elles s'éveilleront, elles chercheront à exprimer la force du nombre politique par le moyen du suffrage universel. La poignée de communistes sait déjà que le suffrage universel est un instrument du pouvoir bourgeois et que ce dernier ne peut être liquidé que par la dictature du prolétariat. Vous pouvez éduquer le prolétariat dans cet esprit à l'avance. Mais les millions qui forment les masses travailleuses ne seront conduits à la dictature du prolétariat que sur la base de leur propre expérience politique, et l'Assemblée nationale serait un pas progressif dans cette voie. C'est pourquoi nous mettons en avant ce mot d'ordre en le liant aux quatre mots d'ordre de la révolution démocratique : le transfert de la terre aux paysans pauvres, la journée de huit heures, l'indépendance de la Chine et l'autodétermination des nationalités existant sur le territoire de la Chine. »

Le mot d'ordre de la Constituante souveraine, c'est l'expression de la puissance des masses opprimées, c'est leur centralisation et leur unification pour abattre le régime de l'arbitraire, le régime militaro-policié des colonels de l'ANP.

Le combat pour la Constituante souveraine, étayée par l'ensemble des revendications nationales et démocratiques paysannes et ouvrières posent la question du pouvoir et est donc indissolublement lié au combat pour le gouvernement ouvrier et paysan.

La terre aux paysans et leur libre organisation est la réponse aux besoins vitaux de millions de paysans pauvres, de paysans sans terre, qui vivent dans des conditions désastreuses. Obligés de se soumettre au diktat de l'Etat bourgeois oppresseur, les paysans refusent de librer leurs récoltes à des prix dérisoires ; ils refusent de passer par le canal des offices dits nationaux (circuits de commercialisation, COFEC, CAPCS) qui littéralement les volent ; ils refusent l'embrigadement organisé par le régime dans son « Union nationale des paysans ».

En butte à la répression et à la catastrophe agricole produite par la politique du régime, les paysans abandonnent la terre et vont grossir les bidonvilles.

Les années 1972, 1974, 1976, 1977 et 1978 ont été marquées par des mouvements importants de la classe ouvrière. Pour leurs propres revendications, les travailleurs se sont heurtés au régime militaro-policié. Les travailleurs en lutte se sont dotés de comités de grève élus, de délégués élus et en même temps ont chassé les représentants de l'Etat bourgeois venus les remettre au travail (P-DG, Commissaires du FLN, Wali).

Ils ont aussi chassé les représentants des assemblées de travailleurs (ATE ou ATU), organes de la gestion socialiste des entreprises (GSE) corporatiste et imposé aux dirigeants syndicaux de se soumettre à la volonté des travailleurs sinon ils étaient expulsés.

Le mouvement des travailleurs va dans le sens de la construction d'une organisation indépendante.

Le combat pour une organisation indépendante ne peut se mener sans tenir compte de ce que représente l'UGTA pour les travailleurs algériens du fait des conditions dans lesquelles elle a été constituée.

Mais il ne s'agit en aucun cas de réformer l'UGTA telle qu'elle reste aujourd'hui, mais de briser les liens de dépendance organique à l'égard de l'appareil d'Etat et du parti FLN qui font aujourd'hui que l'UGTA n'est pas l'organisation indépendante des travailleurs mais une courroie de transmission de l'appareil d'Etat.

C'est cette réalité qu'exprime le contenu de la déclaration du CLTA en mars 1978 pour un congrès extraordinaire et démocratique de l'UGTA lancé avant le Ve Congrès de l'UGTA.

A l'étape actuelle, ce mot d'ordre rejoint la lutte pour les libertés démocratiques les plus larges et exprime la nécessité pour le prolétariat de constituer son organisation de classe indépendante. Le processus par lequel passera la constitution de syndicats et d'une centrale syndicale indépendants ne sera vraisemblablement pas linéaire mais prendra des aspects complexes. Ce processus utilisera les formes d'organisation dont se dotera le prolétariat en se saisissant de structures de l'UGTA (au niveau des entreprises, pas des corporations), en s'organisant à partir des besoins de la lutte (comités de grève, etc.).

La lutte pour la construction de l'Union nationale des étudiants algériens démocratique, indépendante et de masse, va dans le même sens.

Les luttes engagées par les étudiants pour leurs revendications propres comme pour les libertés démocratiques, contre le régime des colonels incluent en tout premier lieu l'organisation syndicale indépendante des étudiants.

Le mot d'ordre de la Constituante souveraine est indissociable d'un ensemble de revendications nationales, ouvrières et paysannes.

Il implique le refus immédiat de payer la dette extérieure contractée par le régime des colonels soumis à l'impérialisme.

Pain, terre et liberté, c'est ce pour quoi le peuple algérien a combattu l'impérialisme français.

Le droit au travail, la terre aux paysans et toutes les libertés démocratiques : d'expression, d'opinion, de presse, de réunion et d'organisation, le libre retour de tous les exilés politiques et la libération de tous les emprisonnés politiques ; toutes ces revendications sont au centre de la bataille.

## LES TACHES DU CLTA

### I - L'ORIENTATION GENERALE

A l'inverse de la période des années 1920-1962, l'émigration (ouvrière) algérienne ne joue plus un rôle moteur dans la révolution algérienne. L'indépendance politique a clos la période pendant laquelle l'émigration pouvait servir de pôle à partir duquel se construisaient les organisations politiques.

Le CLTA ne saurait être une organisation de l'émigration.

La question ne se pose pas exactement dans les mêmes termes pour les étudiants algériens qui pour une large majorité sont destinés à retourner au pays.

Ceci n'exclut bien évidemment pas tout « travail » dans l'émigration. Celui-ci doit être conçu à partir de la nécessité de construire, de renforcer l'organisation qui, en Algérie, combat pour la construction du Parti ouvrier révolutionnaire sur le programme de la IVe Internationale.

L'orientation qui consisterait à donner à la fraction du CLTA dans l'émigration un rôle prépondérant dans la construction du parti résulte de l'incompréhension que l'indépendance politique a transféré définitivement le terrain de la lutte de classe en Algérie même.

Dans l'émigration les « cellules » du CLTA ne peuvent être que la forme transitoire de regroupement des militants qui en France momentanément, combattent pour la construction en Algérie du POR.

Aussi elles doivent être essentiellement le cadre de discussion pour la formation de cadres qui demain, en fonction du développement de la lutte des ~~communistes~~ et des besoins de la construction de l'organisation doivent « retourner au pays », pour y tenir leur place de combattants de la IVe Internationale. C'est cette orientation qui doit ordonner nos tâches.

### II - LA TACHE FONDAMENTALE

L'analyse sur la situation politique faite précédemment place aujourd'hui le CLTA devant les plus grandes responsabilités.

Il a commencé à faire face à cette situation par :

- les déclarations sur l'UGTA et l'appel « Le peuple algérien doit décider ! Constituante souveraine ! » ;
- l'intervention concrète dans l'émigration (étudiante) pour la mise en place de comités - qu'ils s'intitulent comités pour les libertés démocratiques ou comités pour la Constituante souveraine - et de la centralisation (coordination) de ces comités, du combat pour une organisation étudiante démocratique indépendante par rapport au pouvoir et au FLN ;
- un début de regroupement des membres de notre organisation à l'intérieur.

Mais ceci reste largement insuffisant dans la mesure où cette activité ne trouve pas son expression politique dans la vie politique centralisée de toute l'organisation. Aussi la tâche centrale se trouve concentrée dans l'expression organisée de cette politique en Algérie même et dans la constitution d'une direction capable d'homogénéiser la totalité de l'organisation sur une plateforme (programme d'action) donnant les axes d'intervention.

Tel est le saut qualitatif indispensable et décisif pour permettre le passage au GROUPE, première étape de l'expression et de l'intervention organisée et centralisée dans la voie de la construction de la section algérienne de la IVe Internationale.

classes

## RESOLUTION ETUDIANTE

1) La conférence réaffirme un certain nombre de principes sur lesquels le C.L.T.A. base son activité dans le milieu étudiant

a) l'intervention du CLTA dans ce milieu se fait sur la totalité de notre politique. En ce sens, il n'y a pas de question étudiante en soi, il y a expression dans le milieu étudiant de problèmes généraux de la lutte des classes sous des formes spécifiques.

b) plus concrètement, l'intervention dans ce milieu s'axe autour de la lutte sur la perspective de la construction d'un syndicat indépendant et démocratique, dans le cadre du combat pour la constituante souveraine et les libertés démocratiques.

2) La conférence estime que cette perspective prend aujourd'hui une actualité brûlante en fonction des considérations suivantes l'UNEA a été dissoute en 1971 par le régime des colonels.

L'UNEA en France a été progressivement vidée de tout contenu pour être ensuite abandonnée, bradée, puis dissoute dans les faits par les staliniens du PAGS en accord avec le régime.

En 1963, en devenant organisation syndicale sous la direction des staliniens du PCA, l'UNEA n'a pu se transformer en organisation indépendante, démocratique de masse et combattante, et cela malgré le désir et la volonté d'un très grand nombre d'étudiants

Aujourd'hui, il n'y a pas d'organisation syndicale

Il y a plus de 70000 étudiants en Algérie, il y a plus de 12000 étudiants algériens en France. Les problèmes auxquels ils sont confrontés sont nombreux et relèvent en premier lieu de leur organisation élémentaire en syndicat.

En Algérie, l'inexistence des libertés démocratiques, la répression ne permettant pas aux étudiants de s'organiser en masse et démocratiquement et cela malgré les grèves nombreuses dirigées par des comités de grève qui se heurteront et surmonteront partiellement les obstacles représentés par les staliniens et l'UNJA.

Dans le développement des luttes étudiantes liées à la pression des gouvernants au travers de la tentative d'application des réformes universitaires et de la montée des luttes des masses populaires, les étudiants s'organisent en toute indépendance dans le cadre des assemblées générales, comités de grève, des comités d'étudiants autonomes montrant ainsi leur volonté de construire le syndicat étudiant indépendant et démocratique. L'organisation syndicale est le premier regroupement de combat des étudiants, c'est le cadre nécessaire dans lequel s'exprimait ce besoin d'arracher les revendications et par là-même de devenir une force unie, démocratique indépendante et combattante.

3) La conférence réaffirme la position de principe du C.L.T.A. à l'égard de l'UNJA à savoir : c'est une organisation constituée contre la jeunesse, par décret par le bonaparte Boumedienne pour l'embrigader toute l'activité du CLTA à son égard vise à la détruire au cours du processus même d'un syndicat étudiant

.../...

indépendant et démocratique .

4) En considération de :

- l'inexistence de graves problèmes matériels-bourses, logements, inscriptions universitaires, tracasseries policières des étudiants algériens en France .

- l'existence relative des libertés démocratiques dans l'immigration

- de l'implantation nationale de l'O.C.I qui anime l'UNEF/US

-de la volonté du CLTA de passer du Comité de liaison au groupe

La conférence estime que les trotskystes doivent prendre des initiatives hardies .

5) La conférence estime que la conférence des étudiants immigrés des 14-15-16 avril doit constituer une première étape de regroupement des militants agissant pour un syndicat étudiant indépendant et démocratique

6) La conférence mandate la direction pour :

- rédiger une déclaration du CLTA sur la perspective de la construction d'un syndicat indépendant et démocratique à l'image de celle faite sur l'UGTA

- élaborer un plan de travail disposant le CLTA au combat pour le succès de la conférence étudiant

7).....

8) Le combat pour la conférence étudiante doit s'ordonner autour de la constitution de comités préparatoires à cette conférence. Les étudiants doivent être rassemblés sur l'appel de ROUEN , de la réponse de l'UNEF à cet appel, puis du document préparatoire à la conférence .

9) La déclaration étudiante du CLTA, bien que ne constituant pas un document conjoncturel, mais un document fondamental d'orientation, alimentera la préparation et la tenue de cette conférence . Elle constituera un moyen privilégié de recrutement et donc de construction de notre organisation .

10) Le travail accompli dans l'émigration étudiante est un levier puissant pour nous construire dans le mouvement étudiant en Algérie même .

--oOo--

## RESOLUTION PUBLICATIONS

L' Etincelle est l'organe théorique et politique central du C.L.T.A. placé sous le contrôle politique de la direction .

C'est dans cet organe que s'exprime globalement et de façon régulière la politique des trotskystes algériens . Son contenu est lié aux besoins de la construction de l'organisation. C'est en particulier en écrivant sur les problèmes de la révolution mondiale en Algérie et au Maghreb, que le C.L.T.A participera à la discussion internationale au sein du CORQUI .

La sortie régulière de l'Etincelle est un problème central de la vie politique et un instrument décisif dans le recrutement et le développement théorique et pratique de l'organisation .

C'est aussi l'Etincelle qui permettra à Tribune Algérienne d'occuper la place qui lui est dévolue dans le combat pour les mots d'ordre démocratiques qui concentre celui de la Constituante souveraine comme mots d'ordre transitoires de la révolution prolétarienne en Algérie .

--oOo--

TRIBUNE ALGERIENNE est une tribune libre de la lutte des classes . Tribune algérienne est l'organe de combat politique des militants, publié à l'initiative du C.L.T.A., centré sur les mots d'ordre démocratiques et nationaux dont celui de la Constituante souveraine et sur le combat pour l'indépendance de classe du prolétariat .

Avec Tribune Algérienne, le CLTA offre un cadre organisé à tous ceux qui entendent mener cette lutte avec conséquence. Il se justifie du point de vue de la construction du C.L.T.A. par le fait que pour le C.L.T.A les mots d'ordre nationaux et démocratiques dont celui de la constituante souveraine sont les mots d'ordre transitoires de la révolution prolétarienne en Algérie .

OBJECTIFS - MOYENS : a) parution mensuelle  
b) campagne de 200 abonnés.

## MANDAT DE LA DIRECTION ELUE

La conférence du C.L.T.A. réunit les 16,17, 18 février 1979 considère qu'elle a joué le rôle d'une "pré-conférence".

Elle décide la tenue d'une conférence plénière du groupe au plus tard en décembre 1979 .

Cette conférence aura pour tâche centrale de constituer pleinement comme organisation centralisée, section du CORQUI, le groupe trotskyste algérien .

Les documents préparatoires essentiels à cette conférence devront être un projet de plate forme politique du Groupe trotskyste algérien et une résolution sur les tâches de construction de la section algérienne de la 4ème Internationale .

Ces textes devront être publiés dans un bulletin intérieur au moins deux mois avant la conférence .

--oOo--